GEOPOLITIQUE

Xi Jinping en tournée européenne, l'UE et les Etats-Unis

mercredi 3 avril 2019, par ROUSSET Pierre (Date de rédaction antérieure : 3 avril 2019).

La visite de Xi Jinping en Europe s'est déroulée dans un contexte mondial nouveau, caractérisé par une radicalisation du conflit entre la puissance établie (Washington) et la puissance montante (Pékin).

Non seulement la dirigeante du géant de la téléphonie Huawei a été un temps incarcérée au Canada (ce n'est pas banal), mais Donald Trump a appelé ses alliés à exclure au nom de la sécurité occidentale tout recourt à cette entreprise dans la mise en place du réseau G5, alors qu'elle offre actuellement le produit le plus efficace à moindre coût. D'économique, la confrontation devient explicitement *géopolitique*.

Washington pousse à la reconstitution de blocs « Est-Ouest » – dans une économie profondément mondialisée. On entre dans une dynamique inédite qui soulève bien des questions. La visite de Xi Jinping est l'occasion de faire le point.

Les Etats-Unis bénéficient de leur position dominante, mais le « facteur Trump » et son cavalier seul inquiètent ses alliés qui ne sont pas consultés, même quand leurs intérêts sont directement en jeu. Significativement, dans un premier temps, seuls le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont formellement obtempéré à l'injonction de Washington d'exclure à priori Huwai du marché de la G5.

Face à une offensive tous azimuts des USA, Xi Jinping joue l'esquive, après avoir clamé haut et fort que le monde entrait dans le « siècle chinois ». Pékin ne bénéficie pas d'un système d'alliance diplomatique établi avec des capitales qui comptent dans l'arène internationale. La Chine cherche donc à renforcer sa présence grâce à ses investissements et ses prêts, sans exiger de ses pays « amis » en Occident qu'ils prennent leurs distances avec Washington. Dans cette optique, en Europe, ce sont les Etats qui comptent, pas l'Union européenne en tant que telle. La répartition des tâches entre Xi et le Premier ministre chinois illustre jusqu'à la caricature cette priorité.

C'est Le Keqiang qui rencontrera le 9 avril les présidents de la Commission et du Conseil européens, Jean-Claude Junker et Donald Tusk. Or, le Premier ministre chinois est une figure sans pouvoir au sein d'un noyau de direction constitué par la garde rapprochée de Xi Jinping, dont il n'est pas proche. Il représente le gouvernement alors que, dorénavant, le Parti est l'unique structure d'autorité dans le pays (auparavant, il y en avait trois : le PCC, l'Administration et l'armée) et que Xi, numéro un à vie, cumule personnellement les fonctions centrales de commandement en de nombreux domaines.

Emmanuel Macron a imposé à Xi Jinping une réunion avec Angela Merkel et Jean-Claude Junker – avec notamment pour objectif de faire pression pour une plus grande ouverture du marché des services en Chine. Xi n'a rien contre une telle rencontre, tant qu'il reste libre de nouer les relations bilatérales qu'il souhaite avec les Etats membres de l'UE.

C’est en effet à la signature d’accords bilatéraux qu’il a consacré sa visite, de l’Italie à Monaco, accordant à la principauté plus d’importance qu’aux instances européennes. Il a signé avec Rome un protocole associant l’Italie au programme dit des « routes de la soie » et renforce les investissements portuaires chinois en Méditerranée avec Gênes et Trieste (en sus du Pirée, en Grèce). Cela renforce la présence économique de Pékin au sein de l’UE et sa capacité de contrôle sur les voies de communication maritimes dans cette partie du monde. Quant à Monaco, elle a choisi Huwai pour le G5, sans attendre que Bruxelles ne clarifie sa position.

L’Union européenne se retrouve comme d’habitude tiraillée. Elle n’est pas une puissance mondiale et ne peut donc jouer sa propre partition. Elle ne peut ignorer ni les pressions étasuniennes ni l’importance du marché chinois. Elle affirme des principes (front commun européen) qu’elle ne peut tenir. Macron illustre jusqu’à la caricature ces contradictions. Il est le plus fervent défenseur de la « fermeté » face à la Chine devenu une « rivale systémique » et un « concurrent stratégique » – mais il signe avec Xi le plus gros contrat commercial : la fameuse commande de 300 Airbus…

Que fait Bruxelles, alors que la bataille d’influence entre la Chine et les Etats-Unis fait actuellement rage en Europe centrale et orientale ? En avril, le sommet annuel « 16 + 1 » se tiendra à Dubrovnik. Créé en 2012 à l’initiative de Pékin, ce forum réunit 16 pays de l’ex-bloc soviétique, dont 11 sont actuellement membres de l’UE. En réponse, la Pologne a impulsé en 2015 l’Initiative des Trois Mers (I3M) regroupant 12 Etats de l’UE. Les trois mers sont la Baltique, l’Adriatique et la mer Noire. Ces Etats (sauf l’Autriche) sont aussi membres du forum « 16 + 1 ». Cette « initiative » a reçu en 2017 la bénédiction de Donald Trump venu à Varsovie défendre sa conception de la civilisation européenne.

* * *

Nous entrons dans une période indécise.

Nous assistons à une dynamique de « repolarisation du monde » entre Etats-Unis et Chine qui prend des formes hybrides et probablement instables.

Le développement des capacités militaires chinoises relance une course générale à l’armement et, là aussi, la formation de blocs stratégiques, telle la constitution d’un commandement US Indo-Pacifique permettant d’associer étroitement l’Inde aux Etats-Unis.

Washington veut à tout prix empêcher la Chine de réussir sa montée en force dans les hautes technologies (microprocesseurs…). Trump cherche à étouffer sa croissance… au risque d’initier une récession mondiale alors que l’économie chinoise est déjà en crise.

En Chine même, le chômage croit, or, l’équilibre du régime dépend de la perception qu’à la population de l’avenir. Si l’espoir de voir les enfants vivre mieux que leurs parents s’évanouit, les mouvements sociaux peuvent s’étendre. Les luttes de fraction au sein du parti semblent s’aiguiser. L’avenir est incertain.

Durant la visite de Xi Jinping, l’absolu manque de recul des éditorialistes et « faiseurs d’opinion » en France était en général abyssal. L’Etat chinois n’est pas démocratique ? Certes. Macron aurait-il dû recevoir sans préalable Xi Jinping ? L’Etat français soutient bien des dictatures en Afrique (et a fait passer l’état d’urgence dans la loi commune) ; il devrait commencer par faire son propre examen de conscience en matière de démocratie !

Les pays qui bénéficient de « l’aide » chinoise risquent de se voir subordonner ? Certes. Les puissances européennes le savent bien qui se subordonnent des peuples depuis des siècles. Elles doivent défendre leur sécurité ? Que font-elles contre les Etats-Unis qui ont mis les téléphones portables de Merkel et Macron sur écoute et sont maîtres en matière d’espionnage industriel ? Et

alors que Trump ne cesse d'interférer en Europe (y compris sur le Brexit), que se proches soutiennent politiquement et financent l'extrême droite européenne…

Pierre Rousset

P.-S.

• Dernière modification introduite le 3 mars 2019.